

## **FONDS LOGEMENT UNIQUE DE LA LOIRE**

### **CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT ET DE MEDIATION LOCATIVE**

- Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,
- Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- Vu la loi relative aux libertés et responsabilités locales n° 2004-809 du 13 août 2004,
- Vu la loi n° 2006-87 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
- Vu la Convention Départementale portant création du Fonds Logement Unique de la Loire signée le 18 septembre 2002,
- Vu la charte de l'Accompagnement Social Lié au Logement signée le 23 juin 1997,
- Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 17 février 2006,
- Vu les décisions du Comité Responsable du Plan en date du 6 décembre 2007.

\*\*\*\*\*

La présente convention est conclue entre :

**D'une part,**

**Le Département de la Loire, 2 rue Charles de Gaulle, 42022 Saint-Etienne Cedex,**  
représenté par Monsieur le Président du Conseil général, dûment habilité par décision de la Commission permanente en date du 4 février 2008.

**Et d'autre part,**

**Le CALL-PACT Loire, 2 rue Aristide Briand et de la Paix, 42000 Saint-Etienne,**  
(Tél : 04.77.43.08.80) représenté par Monsieur Henri DUPOIZAT, Président, ayant pleins pouvoirs aux fins de la présente convention,

ci après désigné le "contractant".

Il est convenu ce qui suit,

**Préambule :**

Le CALL-PACT propose des solutions de logement en bail glissant, en gestion locative adaptée, ou en location directe avec un accompagnement social spécifique. Il intervient au titre de l'aide à la médiation locative pour les ménages les plus démunis en lien direct avec les dispositifs du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

A ce titre, il répond aux attentes des partenaires engagés dans la recherche de solutions de logement durables pour le public qu'il accueille.

**Article 1<sup>er</sup> - Objet de la présente convention**

---

La présente convention a pour objet de verser une subvention au CALL-PACT afin de soutenir la réalisation, à la date d'effet de la présente convention, des actions suivantes :

- **accompagnement social de ménages relevant du PDALD et orientés par la CLT pour accéder au logement par l'intermédiaire notamment d'un bail glissant,**
- **gestion intermédiaire des logements mobilisés auprès de bailleurs publics ou privés pendant la durée des baux glissants,**
- **gestion des logements mobilisés au titre de la SODIHA.**

Cette action prend place au sein d'un dispositif global soutenu par différents partenaires du PDALD et décrit dans le "Projet de MOUS PDALD CALL-PACT", joint en annexe.

**Article 2 - Engagements du contractant**

---

**2.1. Le contractant s'engage**

**2.1.1 - Au titre de l'accompagnement social lié au logement :** à prendre en charge dans le dispositif une moyenne mensuelle de **65** ménages issus du Fichier départemental des demandeurs de logement prioritaires avec un objectif de relogement ou de maintien dans les lieux correspondant pour les ménages.

A ce titre, il s'engage à effectuer :

\* pour l'accès au logement en lien avec la CLT :

- la validation du diagnostic de la demande liée au logement,
- recherche de biens dans les secteurs publics et privés sur les arrondissements de Saint-Etienne et Montbrison,
- la signature conjointe des baux de location avec le ménage,
- l'accompagnement social des ménages concernés et le suivi du paiement du loyer et des charges afférentes au logement.

\* pour le maintien dans les lieux de ménages nécessitant un suivi social spécifique :

- définition d'un programme de travaux adapté,
- recherche des financements et saisie des dispositifs existants,

- constitution des dossiers techniques et suivi des opérations jusqu'à la réalisation effective des travaux.

Par ailleurs, une reprise d'accompagnement sur une durée limitée de 3 à 6 mois pourra être exercée auprès de quelques ménages en grande difficulté ayant bénéficié d'un relogement dans le cadre de cette action.

**2.1.2 - Au titre du mandat de gestion :**

- à prendre en charge dans le dispositif 10 ménages avec un objectif de relogement dans les secteurs publics et privés sur les arrondissements de Saint-Etienne et Montbrison,
- à prendre en charge dans le dispositif 185 ménages avec un objectif de relogement de 185 ménages au titre de la SODIHA.

**2.1.3 - Au titre de l'aide à la gestion locative des baux glissants :** à mettre à disposition sous forme de bail glissant les logements nécessaires à la mission d'accompagnement social lié au logement, soit une prévision de 40 logements sur une moyenne de 9 mois chacun.

A ce titre, il effectue :

- la validation du diagnostic de la demande de logement,
- la recherche de biens dans les secteurs publics et privés sur les arrondissements de Saint-Etienne et Montbrison ou au sein de la SODIHA,
- la signature conjointe des baux de location avec le ménage,
- l'accompagnement social des ménages concernés et le suivi du paiement du loyer et des charges afférentes au logement.

**2.2. Collaboration avec les différents partenaires**

La mise en œuvre de l'accompagnement social s'effectuera en étroite collaboration avec les diverses associations ou services à l'origine de la demande. Une recherche de relais sociaux sera faite une fois l'installation dans le logement.

Des liaisons seront faites avec le Fonds Logement Unique, les Commissions Logement Territorialisées, le Fichier départemental des demandeurs de logement prioritaires et les Commissions Logement Uniques.

Quelle que soit la cause d'achèvement anticipé de l'accompagnement social du fait du bénéficiaire, le contractant en informera immédiatement le gestionnaire.

**2.3. Encadrement et intervenants**

La prestation est assurée par un travailleur social diplômé d'Etat, dont l'intervention s'effectue au siège de l'association, au domicile des personnes ou au plus près des publics et des partenaires locaux.

Le contractant assure l'encadrement et la formation des personnels et la continuité de l'action en adaptant l'organisation des moyens. Il s'engage à informer le gestionnaire des arrêts de travail des salariés intervenant dans cette action ainsi que des modalités prévues pour leur remplacement.

### **Article 3 - Engagements du Département de la Loire**

---

Le Département s'engage à financer l'action du CALL-PACT qui s'inscrit, au titre du Fonds Logement Unique, dans le cadre du programme d'actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

#### **Garanties données par le Fonds Logement Unique**

La prise en charge des impayés locatifs en cas de défaillance du locataire concerne uniquement la période de co-signature du bail.

Les dégradations éventuellement occasionnées et ce uniquement pendant la période de co-signature du bail glissant, seront examinées au cas par cas par le Comité Responsable du Plan, sur présentation de justificatifs.

La prise en charge de la période de vacance du logement est limitée à un mois à partir de l'engagement de l'association à signer le bail de location.

### **Article 4 - Dispositions financières**

---

#### **4.1. Participation du Fonds Logement Unique**

Le Département de la Loire versera une subvention d'**un montant global de 188 180,00 € TTC, répartis de la façon suivante :**

- Au titre de l'accompagnement social lié au logement, une participation financière de **124 800,00 € TTC (780 mois x 160,00 €),**
- Au titre du mandat de gestion pour les logements mobilisés auprès des bailleurs privés, la participation financière du Fonds Logement Unique sera d'un **montant maximum de 4 750,00 € TTC (475,00 € x 10)** à concurrence des logements effectivement mobilisés,
- **Au titre de l'aide à la gestion locative des baux glissants,** en complément des actions d'accompagnement social lié au logement **un forfait de 365,00 € par logement** sera accordé sur la base du glissement effectif du bail soit un financement prévisionnel pour 40 logements de **14 600,00 € TTC.** Un bail glissant ne pourra être financé qu'une seule fois.
- Au titre du mandat de gestion pour les logements mobilisés auprès de la SODIHA, **la participation financière du Fonds Logement Unique assure le financement de l'action pour un montant maximum de 44 030,00 € TTC (238,00 € x 185 mandats SODIHA).**

#### **4.2. Echancier des paiements**

Les règlements seront réalisés selon l'échéancier suivant :

- versement d'un acompte de 30 % du montant prévisionnel de l'action engagée dès la signature de la convention, **soit 56 454,00 € TTC**
- versement d'un 2<sup>ème</sup> acompte de 30 % à l'issue d'une période de 6 mois, sur production d'un bilan intermédiaire et des documents justificatifs,

- versement du solde à l'échéance de la convention sur présentation du rapport final d'activité.

La subvention inclut les frais afférents au poste de travailleur social, la logistique et déplacements.

Dans l'hypothèse d'une dépense réelle inférieure, la subvention sera réajustée en conséquence.

Le comptable assignataire des paiements est Madame le Payeur départemental, 22 rue Balaÿ  
42022 Saint-Etienne.

### **Article 5 - Suivi et évaluation des missions subventionnées**

---

Le contractant fournira au chef de projet du PDALD, au Conseil général (SDPS), et aux CLU concernées, par courrier électronique, la mise à jour mensuelle des "grilles de suivi" qui lui auront été fournies.

Le contractant produira un bilan annuel global situant les résultats atteints par rapport aux objectifs indiqués, au sein du rapport global "MOUS PDALD CALL-PACT".

Ce bilan fera apparaître le profil des personnes accueillies et accompagnées ainsi que les difficultés rencontrées.

Ce bilan écrit de l'action, portant sur les aspects qualitatifs et quantitatifs sera fourni puis présenté au groupe de suivi, composé des représentants des financeurs et partenaires de la MOUS, au cours du 9<sup>ème</sup> mois de chaque exercice. Il sera effectué au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle. Il permettra à chacune des parties de prendre toutes les dispositions à l'échéance de celui-ci, et notamment au gestionnaire de prononcer l'admission des prestations réalisées au titre de la présente convention.

### **Article 6 - Contrôle des fonds alloués** (Article 10 de la loi du 12 avril 2000/Arrêté du 11 octobre 2006/ Art. 1611-4 CGCT)

---

Le cocontractant est tenu de fournir au Département, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats des activités subventionnées.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le cocontractant doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention dans les conditions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 alinéa 4 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

### **Article 7 - Durée de la convention**

---

La présente convention produira ses effets à compter de sa notification aux parties et expirera le 31 décembre 2008.

Dans tous les cas d'achèvement anticipé de l'action tels que visés aux articles 9 et 10 le paiement du contractant se fera au prorata du niveau de réalisation de l'action.

---

**Article 8 - Interdiction de reversement de la subvention allouée (Décret - loi 2 mai 1938)**

---

La subvention est attribuée au CALL-PACT, qui ne pourra reverser à tout autre organisme tout ou partie des fonds alloués.

---

**Article 9 - Dénonciation**

---

Le Département se réserve la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

---

**Article 10 - Résiliation**

---

Le Département se réserve la faculté de résilier la présente convention si le contractant ne remplit pas ses obligations, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette mise en demeure reste infructueuse dans un délai de 15 jours, la résiliation prendra effet à l'expiration du délai. La lettre résiliation, constatant le non-respect de l'obligation, sera adressée au contractant en recommandée avec accusé de réception.

---

**Article 11 - Règlement des différends**

---

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Saint-Etienne, le

**Pour le Département,  
Le Président du Conseil général de la Loire**

**Cachet et signature**

**Pour le CALL-PACT,  
Le Président**

**Cachet et signature**